



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2695>

Carton rouge pour l'apartheid israélien

- BDS - Les actions BDS -



Date de mise en ligne : mardi 16 avril 2013

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Une campagne dans différents pays : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Norvège, Suisse, UK, ...



SIGNEZ LA PÉTITION

Déclaration de la campagne carton rouge au racisme israélien

En juin 2011, 42 clubs de football palestiniens ont appelé le Président de l'UEFA Michel Platini à annuler la décision de tenir l' Euro 2013 des moins de 21 ans en Israël, un pays qui impose occupation militaire, colonisation et système d'apartheid en Palestine.

Depuis lors, à travers l'Europe et le monde, les appels demandant à l'UEFA de ne pas organiser l'Euro 2013 ont régulièrement augmenté. Des pétitions en ligne recueillant plus de 13.000 signatures à une déclaration de 50 stars du football européen, jusqu'à la lettre de l'ancienne ministre française du Sport Marie-George Buffet. Il est clair que les supporters du ballon rond et les militants pour les droits de l'homme considèrent que faire à Israël l'honneur d'accueillir un événement sportif de classe mondiale est une récompense imméritée pour un comportement contraire aux valeurs du sport.

Une coalition européenne d'organisations anti-racistes fait campagne pour donner un Carton Rouge à Israël parce qu'il bafoue le droit international et transgresse les droits de l'homme du peuple palestinien. La campagne conteste la décision de l'UEFA de tenir des compétitions sportives en Israël et ne ménage pas ses efforts pour que le potentiel positif du sport serve à faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à ses infractions aux droits de l'homme plutôt que de les encourager par l'impunité et les récompenses. La campagne fait partie du mouvement mondial BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) lancé par la société civile palestinienne en 2005, qui s'est inspiré du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud où les boycotts sportifs ont joué un rôle décisif.

En septembre 2010, le Président de l'UEFA Michel Platini s'est déclaré préoccupé par les restrictions israéliennes imposées aux footballeurs palestiniens, déclarant que "Israël doit choisir entre permettre au sport palestinien de continuer et de prospérer ou être obligé de faire face aux conséquences de sa conduite."

Au cours des deux ans et demi qui ont suivi, "prospérer" n'est pas le premier mot qui vient à l'esprit quand on

regarde la situation des sports palestiniens - un microcosme de la réalité à laquelle sont confrontés tous les Palestiniens, qu'ils vivent sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie, à Jérusalem Est et à Gaza, comme citoyens de seconde classe à l'intérieur d'Israël, ou comme réfugiés déplacés à l'étranger.

Non seulement les infrastructures du football et des autres sports ont été la cible d'attaques militaires israéliennes, y compris le quartier général du Comité paralympique national et le stade de football de Gaza, mais les bombardements israéliens des terrains ont tué des enfants palestiniens pendant qu'ils jouaient au football à Gaza.

Il a fallu trois mois de grève de la faim et l'indignation internationale pour que les autorités israéliennes libèrent le joueur de l'équipe nationale palestinienne Mahmoud Sarsak en juillet dernier. Il a été arrêté alors qu'il allait de Gaza en Cisjordanie pour un match et il a été détenu pendant trois ans sans inculpation ni procès. Et actuellement, Israël maintient en détention le goal de l'équipe olympique Omar Abu Rois et le joueur de Ramallah Mohammed Nimr, parmi plus de 4.000 prisonniers politiques palestiniens.

Comme avec tous les Palestiniens, Israël nie régulièrement le droit à la liberté de circulation aux footballeurs palestiniens, que ce soit dans les territoires palestiniens occupés ou lorsqu'ils essaient de partir à l'étranger pour s'entraîner ou participer à des compétitions. De plus, si l'UEFA devait maintenir le sombre projet d'organiser les championnats des moins de 21 ans en Israël, plusieurs milliers de fans palestiniens de football résidant dans les territoires qu'Israël occupe illégalement se verraient interdits d'entrée pour voir les matchs, tandis que les colons israéliens seraient libres d'aller et venir librement.

Ajoutant l'insulte à l'injure, les stades choisis pour les phases finales de l'Euro en Israël sont le Stade Bloomfiel, anciennement Basa, d'où le club palestinien Shabab al-Arab a été expulsé en 1948, le Stade Reserve construit sur des terres volées en vertu de la loi sur "les biens des absents" aux villes palestiniennes de Jarisha et al-Jammasin al-Sharqi, et le Stade Teddy, construit à côté de la ville palestinienne presque entièrement détruite de al-Maliha.

Le Stade Teddy est aussi le siège de la tristement célèbre équipe israélienne Beitar Jerusalem, dont les supporters ont incendié l'immeuble administratif du club en février 2013 suite au recrutement de deux joueurs musulmans de Chechnya et qui, un mois plus tard, ont quitté le stade lorsque l'un d'entre eux a marqué son premier but. Moshe Zimmermann, historien du sport à l'Université hébraïque, réfute les affirmations selon lesquelles les fans du Beitar Jerusalem ne sont rien d'autre qu'un groupe extrémiste, déclarant, "Le fait est que la société israélienne globalement devient plus raciste, ou du moins plus ethnocentrique, si l'on peut dire."

La campagne européenne Carton Rouge maintient qu'Israël doit bien sûr être "obligé de faire face aux conséquences de sa conduite". Les abus mentionnés plus haut lui enlève toute légitimité à accueillir des événements sportifs internationaux.

L'autoriser à le faire renforce le sentiment d'impunité qui les perpétuent.

Nous appelons l'UEFA à retirer à Israël l'honneur d'accueillir l'Euro 2013 des moins de 21 ans et à exclure Israël de tout événement sportif futur, envoyant un message fort que le déni systématique des droits de l'homme n'a pas sa place dans le football.